

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1914.

Projet de loi modifiant l'article 61, 1^{er} alinéa, de la loi provinciale (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. LEFEBVRE.

MESSIEURS,

Les conseillers provinciaux touchaient anciennement, aux termes de l'article 61 de la loi provinciale, une indemnité de frais de route et de séjour calculée à raison de 5 francs par jour de séance pour toute la durée de la session et à raison de fr. 4.50 par demi-myriamètre à parcourir pour se rendre au lieu où se tenait la session.

Cette indemnité était octroyée aux conseillers qui habitaient en dehors du chef-lieu de province.

La loi stipulait que les conseillers provinciaux n'avaient droit à aucun traitement.

En 1895, époque où fut votée la loi sur l'extension du droit de suffrages, qui devait avoir pour conséquence d'introduire dans les conseils provinciaux de nouveaux éléments et notamment l'élément ouvrier, MM. Cooreman, Léger et consorts firent au Sénat la proposition d'étendre l'indemnité de 5 francs à tous les conseillers provinciaux, quel que fût le lieu de leur résidence.

Il s'agissait, dans la pensée de ces honorables sénateurs, de dédommager les ouvriers qui seraient appelés à remplir un mandat de conseiller provin-

(1) Projet de loi, n° 105.

(2) La Commission, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE KERCHOVE D'EXAERDE, LEFEBVRE, MAENHAUT, MASSON, MELOT et OUVRELEUX.

cial de la perte de temps et de salaire qu'ils subiraient par suite de leur présence aux séances du conseil.

Le jeton de présence de 5 francs semblait correspondre assez bien à cette époque à la moyenne des salaires, même dans nos grandes agglomérations.

La proposition de loi fut bien accueillie par le Sénat, et la Commission de cette assemblée qui fut chargée de l'examiner proposa en même temps de changer le mode de régler les frais de transport. Au lieu d'accorder une indemnité de fr. 4.50 par demi-myriamètre de parcours, une disposition fut introduite dans la loi, donnant aux conseillers provinciaux une indemnité égale au prix du parcours sur les lignes de chemins de fer ou sur les autres voies de transport de leur domicile au siège du conseil provincial.

L'article 64 de la loi provinciale fut alors rédigé comme suit :

« Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement; ils touchent un jeton de présence de 5 francs. Ceux qui sont domiciliés à un demi-myriamètre au moins du lieu de la réunion reçoivent, en outre, une indemnité de frais de route égale au prix du parcours du lieu de leur domicile au siège du conseil provincial sur les lignes du chemin de fer de l'Etat et des compagnies de transport.

» Les jetons de présence et l'indemnité sont fixés par jour de présence constatée au registre tenu à cet effet.

» Ces frais sont à la charge de la province. »

Ce texte fut adopté par la haute assemblée et ensuite admis par la Chambre des représentants. Il est en vigueur depuis environ quinze ans, mais il a subi à différentes reprises les critiques de membres des assemblées provinciales et notamment au sein du Conseil de la province de Brabant. Ces critiques portaient sur le taux du jeton de 5 francs, que l'on trouve trop peu élevé et dont on voulait obtenir le relèvement.

Finalement elles trouvèrent leur écho au Sénat, et, à la séance du 25 février 1910, les honorables sénateurs comte Goblet d'Alviella, Elbers, Delannoy et Henricot déposèrent la proposition de loi suivante :

« ARTICLE UNIQUE. — L'article 64, alinéa 1^{er}, de la loi provinciale est modifié comme suit : Article 64. Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement : ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux. »

Il maintenait au surplus les dispositions relatives aux frais de parcours accordés aux membres des conseils provinciaux.

L'innovation consistait donc à remplacer le jeton de présence de 5 francs par un jeton dont le taux serait laissé à l'appréciation du conseil provincial. C'était donner une très grande latitude à l'assemblée provinciale.

Les honorables auteurs de la proposition de loi nouvelle invoquaient en faveur de leur proposition, que le jeton de présence de 5 francs n'était pas en

rapport avec le taux des indemnités généralement admises pour les autres assemblées électives, qu'il était inférieur au salaire des ouvriers d'élite qu'on aurait surtout avantage à rencontrer dans les conseils provinciaux et qu'en ce qui concerne les autres membres de ces assemblées recrutés dans les différentes classes de la société (commerçants, avocats, médecins, fermiers, agriculteurs, professeurs, etc.), il ne constituait pas une compensation suffisante pour les frais qu'ils devaient s'imposer.

Ils alléguaient, du reste, que le coût de la vie avait considérablement augmenté depuis 1836 et que, si le fait pouvait être contestable encore en 1895, il ne l'était assurément plus aujourd'hui.

Leur proposition fut renvoyée à la Commission de l'Intérieur du Sénat et celle-ci chargea du rapport l'honorable M. Georges Vercruysse.

Dans un rapport très complet, l'honorable membre combat dès l'abord la grande latitude qui est laissée aux conseils provinciaux dans l'appréciation du taux du jeton de présence et qui amènerait des différences notables entre le taux de l'indemnité dans les différentes provinces.

Il veut bien une certaine latitude, mais il combat la liberté absolue et répond à l'argument tiré de ce que tel est le régime des conseils communaux. Pour ceux-ci, objecte-t-il, aucune obligation n'existe d'accorder un jeton de présence et, si des abus se produisaient, la Députation permanente serait là pour les corriger par la non-approbation des budgets. Pour les conseils provinciaux, au contraire, la loi provinciale fait une obligation du jeton de présence, et il considère que la dignité du conseil provincial serait atteinte s'il fallait soumettre la décision prise par le conseil provincial à l'approbation du Gouvernement.

Il conclut donc à la fixation d'un taux maximum, qu'il ne faut pas dépasser.

Après avoir constaté que ce système a prévalu au Sénat en 1895-1896, l'honorable rapporteur de la Commission du Sénat compare le travail fourni par les conseils provinciaux avec celui des autres assemblées délibérantes et il invoque le petit nombre de séances de ces assemblées pour rejeter un taux élevé du jeton de présence.

Il concède cependant que le coût de la vie est quelque peu augmenté et que, dès lors, les conseils provinciaux peuvent, dans des circonstances spéciales et dans une certaine mesure, augmenter l'indemnité de séjour de leur membre.

Cette solution fut admise par la Commission du Sénat, et le taux maximum de 10 francs fut fixé par elle.

Le texte de la proposition de loi fut libellé comme suit :

« ART. 64. — Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucune indemnité : ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux qui ne pourra dépasser 10 francs. »

Ce texte a été admis par le Sénat ; seulement les mots : « ne reçoivent aucune indemnité », qui se trouvent inscrits dans le rapport de la Commission

du Sénat, ont été remplacés par les mots « ne reçoivent aucun traitement », comme dans le texte ancien, et c'est ce texte qui nous est soumis. Votre Commission n'a pas cru devoir le discuter et l'a admis à l'unanimité des membres présents.

Il lui a semblé, en effet, que la modification apportée à l'article 61 de la loi provinciale par le Sénat était justifiée. Du moment que le principe de la loi provinciale établissant qu'aucun traitement n'est dû aux conseillers provinciaux (et personne n'a réclamé contre ce principe) est maintenu, il est certain qu'il ne faut tenir compte que des frais de débours qu'occasionne l'exercice du mandat de conseiller provincial. Or, les frais de route sont couverts par le parcours gratuit qui est octroyé, et le jeton de présence représente le payement des frais de séjour dans une mesure suffisante.

Les facilités de transport et le nombre restreint des séances du conseil provincial font que la perte de temps est peu importante pour les membres de ces assemblées, et dès lors ne justifient pas une allocation plus élevée.

Nous croyons donc pouvoir proposer à nos honorables collègues l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

ALB. LEFEBVRE.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1911.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 61, 1^e lid, der provinciale wet (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEFEBVRE.

MIJNE HEEREN,

De provinciale raadsleden trokken vroeger, naar luid van artikel 61 der provinciale wet, eene vergoeding wegens reis- en verblijfskosten, die werd berekend op den voet van 5 frank voor elken vergaderingsdag voor den ganschen duur van den zittijd en op den voet van fr. 1.50 voor elken af te leggen halven myriameter om te gaan naar de stad waar de zittijd plaats greep.

Gezegde vergoeding werd toegekend aan de raadsleden die buiten de hoofdplaats der provincie woonden.

De wet bepaalde dat de provinciale raadsleden geen recht hadden op om 't even welke bezoldiging.

In 1895, wanneer werd ingevoerd de wet tot uitbreiding van het stemrecht, welke voor gevolg moest hebben nieuwe mannen en inzonderheid werklieden in de provinciale raden te doen optreden, deden de heeren Cooreman, Léger en medeleden in den Senaat het voorstel, de vergoeding van 5 frank toe te kennen aan al de provinciale raadsleden, onverschillig waar ze verbleven.

Volgens deze achtbare senatoren was het er om te doen, de werklieden, die tot provinciaal raadslid zouden verkozen worden, schadeloos te

(1) Wetsontwerp, n° 105.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer NEBINCX, bestond uit de heeren DE KERCHOYE D'EXAERDE, LEFEBVRE, MAENHAUT, MASSON, MELOT en OUVERLEAUX.

stellen voor het verlies van tijd en loon ten gevolge van het bijwonen der vergaderingen van den raad.

Toen scheen de zitpenning van 5 frank nagenoeg overeen te stemmen met het gemiddeld dagloon, zelfs in onze groote steden.

Het wetsvoorstel werd goed onthaald door den Senaat, en de Commissie van deze vergadering, die belast werd met het onderzoek, stelde terzelfder tijd voor, de wijze van regeling der reiskosten te wijzigen. In stede van eene vergoeding van fr. 4.50 te verleen en voor elken afgelegden halven myriameter, werd eene bepaling in de wet opgenomen, waarbij aan de provinciale raadsleden werd toegekend eene vergoeding van gelijk bedrag als de reiskosten op de spoorweglijnen of andere vervoerwegen, van hunne woonplaats af tot den zetel van den provincialen raad.

Artikel 64 der provinciale wet werd alsdan opgesteld als volgt :

« De provinciale raadsleden hebben geen recht op bezoldiging; zij ontvangen eene zitpenning van 5 frank. Zij, die minstens op een halven myriameter afstand van de plaats der vergadering woonachtig zijn, ontvangen bovendien eene vergoeding gelijk aan den prijs der reis van de plaats hunner woning naar de zetelplaats van den provincialen raad, op de lijnen van den Staatsspoorweg en van de vervoermaatschappijen.

» De zitpenningen en de vergoeding worden bepaald per dag aanwezigheid, aangeeteekend in het te dien einde gehouden register.

» Deze kosten zijn ten laste van de provincie. »

Deze tekst werd aangenomen door den Senaat en vervolgens door de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Hij is van kracht sedert nagenoeg vijftien jaar, maar daartegen werden herhaalde malen bezwaren aangevoerd door leden van de provinciale raden, met name in den schoot van den provincialen raad van Brabant. Deze bezwaren betroffen het bedrag van den zitpenning van 5 frank, dat men te gering achtte en wenschte te zien verhoogen.

Eindelijk werden die bezwaren ook in den Senaat aangevoerd en ter vergadering van 25 Februari 1910 werd door de achtbare senatoren graaf Goblet d'Alviella, Elbers, Delannoy en Henricot het volgende wetsvoorstel ingediend :

« EENIG ARTIKEL. — Artikel 64, 1^{ste} lid, der provinciale wet wordt gewijzigd als volgt : Artikel 64. De provinciale raadsleden hebben geen recht op bezoldiging; zij ontvangen een zitpenning waarvan het bedrag wordt bepaald door elken provincialen raad. »

De bepalingen betreffende de reiskosten, aan de provinciale raadsleden betaald, werden verder gehandhaafd.

De nieuwigheid bestond dus hierin, dat de zitpenning van 5 frank werd vervangen door een zitpenning waarvan de provinciale raad het bedrag naar goedvinden zou bepalen. Men liet bijgevolg eene zeer groote vrijheid aan den provincialen raad.

De achtbare onderteekenaars van het nieuw wetsvoorstel voerden tot staving daarvan aan, dat een zitpenning van 5 frank niet in verhouding was tot het bedrag der vergoedingen, over 't algemeen aangenomen door de andere verkozen vergaderingen, dat hij minder bedroeg dan het loon van de keurwerklieden die vooral met het beste gevolg zitting zouden nemen in de provinciale raden, en dat hij, ten aanzien van de overige leden dier raden, behoorende tot de verschillende standen der samenleving (handelaars, advocaten, geneesheeren, boeren, landbouwers, leeraars, enz.), geen toereikende vergoeding was voor de kosten welke zij zich moesten getroosten.

Zij merkten daarenboven aan, dat het leven sedert 1836 merkelijk duurder was geworden en dat, zoo men zulks nog kon betwisten in 1895, het heden niet meer mogelijk was.

Hun voorstel werd door den Senaat verwezen naar de Commissie voor Binnenlandsche Zaken en deze belastte den achtbaren heer Joris Vercreyusse met het uitbrengen van het verslag.

In een zeer volledig verslag bestrijdt het achtbaar lid, in de eerste plaats, de groote vrijheid, aan de provinciale raden gelaten tot bepaling van het bedrag van den zitpenning : dat zou aanleiding geven tot merkelijke verschillen tusschen het bedrag der vergoeding in de verschillende provinciën.

Hij neemt wel zekere vrijheid aan, maar bestrijdt de volstrekte vrijheid en antwoordt op de beweegreden, steunende op het feit, dat hetzelfde bestaat voor de gemeenteraden. Dezen, antwoordt hij, zijn hoogerenaamd niet verplicht een zitpenning toe te kennen; moesten er misbruiken voorkomen, dan zou de Bestendige Deputatie optreden om die te beteugelen, en wel door het niet goedkeuren van de begrootingen. In tegendeel, de provinciale raden zijn door de provinciale wet verplicht, een zitpenning toe te kennen, en hij acht dat de waardigheid van den provincialen raad er onder zou lijden, indien men de door den provincialen raad te nemen beslissing aan de goedkeuring van de Regeering moest onderwerpen.

Hij besluit dus tot het bepalen van een maximum dat niet mag worden overschreden.

Na te hebben vastgesteld dat de Senaat aan dit stelsel de voorkeur gaf in 1895-1896, vergelijkt de achtbare verslaggever der Commissie van den Senaat het werk, geleverd door de provinciale raden, met dit van de andere beraadslagende vergaderingen en hij steunt op het gering getal vergaderingen van de provinciale raden om een hoog bedrag van den zitpenning te verwerpen.

Hij erkent nochtans dat het leven ietwat duurder is geworden en dat bijgevolg de provinciale raden, in bijzondere omstandigheden en in zekere mate, de vergoeding wegens de verblijfskosten hunner leden mogen verhoogen.

Deze oplossing werd aangenomen door de Commissie van den Senaat en het maximumbedrag van 10 frank werd door haar bepaald.

De tekst van het wetvoorstel werd opgesteld als volgt :

« ART. 61. — De provinciale raadsleden hebben geen recht *op vergoeding* : zij ontvangen een zitpenning waarvan het bedrag wordt bepaald door elken provincialen raad en 10 frank niet mag te boven gaan. »

Deze tekst werd door den Senaat aangenomen; doch de woorden : *hebben geen recht op vergoeding*, die voorkomen in het verslag der Commissie van den Senaat, werden vervangen door de woorden : *hebben geen recht op bezoldiging*, zooals in den vroegeren tekst, en het is die tekst welke ons onderworpen is. Uwe Commissie achtte het onnoodig, zich daartegen te verzetten; de aanwezige leden namen hem eenparig aan.

Het kwam haar immers voor, dat de wijziging, door den Senaat gebracht in artikel 61 van de provinciale wet, gerechtvaardigd is. Handhaaft men het beginsel van de provinciale wet, krachtens hetwelk geen bezoldiging hoegenaamd verschuldigd is aan de provinciale raadsleden (niemand betreed dat beginsel), dan moet men ongetwijfeld alleen in aanmerking nemen de kosten die het uitoefenen van het ambt van provinciaal raadslid meebrengt. Nu, de reiskosten worden vergoed door het vrij verkeer dat wordt toegestaan, en de zitpenning is, in een voldoende mate, de betaling van de verblijfskosten.

Uit hoofde van het gemakkelijk verkeer en van het gering getal vergaderingen van den provincialen raad, is het tijdverlies weinig aanzienlijk voor de leden dier raden; een zitpenning van een hooger bedrag is bijgevolg niet gerechtvaardigd.

Wij meenen dus aan onze achtbare medeleden te mogen voorstellen, het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

ALB. LEFEBVRE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

